

"Sanofi Recherche: Toulouse est toujours en danger"

Les 600 salariés de Sanofi Toulouse contestent mordicus la stratégie de leur direction. "Le groupe Sanofi communique largement sur la santé, le bien être des patients. Il profite largement des aides publiques (150 millions de crédit impôt recherche en 2012), du remboursement des médicaments et pourtant s'engage dans un processus de destruction de sa recherche. Nous nous sommes documentés sur l'ensemble des acteurs de la zone scientifique toulousaine, nous avons pu constater sa diversité et sa valeur, assurent-ils contents du soutien des Toulousains. "Contrairement à ce qui a pu être dit et écrit parfois, **le site de Sanofi Recherche Toulouse est toujours en danger.** Le plan établi par notre direction, qui a commencé à être discuté par le comité central d'entreprise, prévoit le transfert, donc la disparition sur place, du service anti infectieux (recherche contre la tuberculose, sur les antibiotiques et maladies nosocomiales...) et de services support, en tout plus de 200 personnes", nuancent-ils. "Ce début de démantèlement cache toujours un futur incertain pour les salariés, voire une disparition complète du site. Scénario déjà vécu sur d'autres sites Sanofi. Il est inadmissible que Sanofi prétende restructurer sans licenciement alors qu'en réalité aucun reclassement n'est prévu sur Toulouse. L'objectif financier de diminution des postes serait obtenu par des mutations forcées non acceptées, entraînant des cen-

taines de licenciements. Nous ne pouvons l'accepter."

Cette prise de position de l'intersyndicale est importante car elle montre que l'avalanche de communiqués qui a suivi le CCE, n'a trompé personne...sauf, le gouvernement, par la voix de Montebourg qui a gobé ou fait semblant de croire que Toulouse était sauvé. En réalité c'est l'inverse qui est devant nous SANOFI, veut se séparer du site de Toulouse, quitte à le démanteler dans un temps plus long ou à le fermer définitivement sous couvert d'une prétendue rentabilité défailante. Théoriquement, cela suffirait au gouvernement qui ne serait alors pas confronté à un plan de licenciement brutal, mais à une simple restructuration étalée dans le temps mais pour une même issue, fatale. Utiliser de tels moyens pour anesthésier un gouvernement, réduire la douleur des salariés en étalant dans le temps reste sur le papier l'outil du parfait petit chimiste. Mais l'intersyndicale a d'ores et déjà déclaré au représentant de Ayrault, Mr Pierre Bacheliet-Iltis, venu le 23 octobre les rencontrer, que cela ne suffira pas. **"Sanofi qui fait presque 9 milliards de bénéfices et supprime sa recherche, son outil industriel, ses emplois, n'est pas un scénario que l'on pourra habiller du sceau de la normalité", lui ont-ils dit.**

A nous de casser les éprouvettes .

TOULOUSE TOUJOURS A LA TETE DU COMBAT.

Il en est ainsi c'est bien l'intersyndicale de Toulouse qui à travers les jeudis de la colère et les déplacements à Paris, Montpellier puis Lyon a donné au conflit une dimension nationale et a fait bouger les lignes notamment sur la question de la loi contre les licenciements boursiers. **Il a suffi que l'intersyndicale de SANOFI signale qu'elle participerait à la manif du 27 octobre** pour que cela débloque la situation sur la ville. La plupart des secteurs confrontés à des plans de re structuration ou tout simplement en butte aux restrictions budgétaires ont appelés à la manif du 27 et cela a contraint l' UD CGT, hostile au départ, à appeler à partir du jeudi 26 octobre.

L'enchaînement est parfait, mais il se situe dans un contexte tout à fait favorable. Les salariés dans une grande majorité ont profité des dernières élections pour imposer un changement. Mais le choix s'est fait d'une façon très lucide, le score est serré, personne n'avait d'illusions. Depuis 2009 les sondages disaient au sujet de la crise, puis des retraites : **" Nous sommes en désaccord avec Sarkozy, mais la gauche ne ferait pas mieux "** Tout est dit et profiter de la tenue du congrès du PS pour manifester son désaccord avec ce dernier était tout à fait impensable voilà quelques années. Les temps ont changé.

Grace à cette manifestation les Sanofi ont obtenu au dernier moment une tribune au congrès du PS. Difficile en effet d'ignorer leur présence, leurs actions, sauf à se donner l'image de politiques ignorant la rue. Le texte de l'intersyndicale lu à cette occasion portait des messages forts dénonçant la stratégie de Sanofi dont les victimes seront les jeunes au travers des manques d'emploi et de formation, dont les victimes seront les patients à travers la perte d'éthique et de recherche, dont les victimes seront les salariés socialement exclus, dont les victimes seront les Toulousains car des potentiels seraient détruits et dont la victime finale sera l'état s'il cède aux chantages d'un grand groupe.

Le texte appelait les responsables présents à agir pour que SANOFI assume sa responsabilité sociétale et pour qu'enfin nous puissions faire reculer l'ultra libéralisme. La salle s'est levée à la fin pour des applaudissements nourris. C'est bien, mais nous retiendrons surtout, qu'un impressionnant parterre de ministres était présent. Le message est passé, ils ne peuvent, ne pourront pas plaider l'ignorance de la situation.

NE PAS LACHER MAINTENANT.

Sans nul doute le "répit ", très médiatiquement proclamé et soit disant accordé au site de Toulouse a produit une petite démobilisation. Une quinzaine de jeudis, n'ont pas encore contraint SANOFI à retirer son plan et **le gouvernement n'a pas traduit en loi la fermeté des mots : " patron voyou et loi sur les licenciements boursiers "**. Mais il ne faut pas baisser la garde maintenant, d'autant plus que nous avons évité l'un des écueils essentiels vu un peu partout dans la dernière période à savoir se mobiliser pour obtenir une prime de licenciement.

Preuve de la justesse de la cause de défense de l'activité par les Sanofi, le mouvement prend de l'ampleur. De 800 salariés mobilisés cet été dans les temps forts, on est passé à plus de 1000 à Paris le 3 octobre, et à 1600 à Lyon et dans toute la France le 25 octobre.

En plus de la mobilisation des salariés, il y a encore de nombreux leviers à utiliser, en direction des pouvoirs publics, des élus pour une loi et enfin auprès de la communauté scientifique, présente depuis le début mais n'utilisant pas à plein son pouvoir et son prestige.

Le besoin d'actions collectives est un impératif qui pourrait porter très loin et très fort nos revendications légitimes.

Lu dans la presse...

Les Sanofi manifestent aux portes du congrès du PS

4 articles de Rachida El Azzouzi journaliste à Médiapart.

1. «Le changement, c'est pour quand ?»

" Cette banderole a ouvert ce samedi 27 octobre, en début d'après-midi, la manifestation sous haute surveillance en marge congrès du Parti socialiste, sur l'île du Ramier à Toulouse. **À l'initiative du CAC 31 (collectif contre la dette), le défilé, dans le prolongement de celui du 30 septembre contre le traité européen, s'est déroulé dans un contexte toulousain très particulier.**

Ce ne sont pas des anti-traité budgétaire européen (TSCG) qui ont pris la tête du cortège mais des délégations de salariés, menacés de licenciements par Air France, Fram, Thales, Freescale et surtout Sanofi. Les employés du quatrième groupe mondial pharmaceutique (49 sites en France, 28 000 collaborateurs) refusent d'avaler la pilule imposée par leur direction qui invoque un plan social " non pas pour réduire les coûts mais pour accroître significativement le nombre de médicaments produits en France".

L'argumentaire, détaillé sur 240 pages dans un document confidentiel que s'est procuré Médiapart, intitulé " Projet de réorganisation et d'adaptation 2012-2015 de Sanofi-Aventis Recherche & Développement ", ne convainc ni les salariés, ni les syndicats. Après toutes les mobilisations depuis l'officialisation du vaste plan de restructuration il y a un mois, ils ont profité de la venue dans la ville rose de plusieurs ministres pour augmenter la pression sur le gouvernement socialiste et exiger une loi contre les licenciements

2. «Nous sacrifions la recherche pour sauver nos actionnaires»

Par Rachida El Azzouzi

" Montebourg se fait blouser par notre direction qui sait jouer avec les mots et n'écrit jamais le mot "licenciement". Tout ça, c'est de la communication ", fustige un délégué du comité central d'entreprise. Il déplore que le ministre découpe " en plusieurs morceaux " le dossier et consacre une mission ministérielle au seul site de recherche de Toulouse à l'avenir incertain.

Cette mission suscite d'ailleurs de grandes inquiétudes dans le rang des syndicats. Elle a été confiée à André Syrota, le directeur général de l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale), membre du conseil d'administration d'Aviesan qui rassemble les grands acteurs en sciences de la vie et de la santé en France.

" Il y a conflit d'intérêts car Aviesan, qui met en place des partenariats public-privé, est le premier partenaire privé de Sanofi. Chaque année, ils signent ensemble des accords de collaboration de recherche ", dénoncent les organisations syndicales. Soudées comme jamais depuis vingt ans, elles exigent une table ronde sur l'ensemble du dossier Sanofi avec les pouvoirs publics ainsi que le retrait du



Des salariés de Vitry-Chaisy chantent la Sanofienne au pied de la statue de Rouget de Lisle© dr



MEDIAPART



Le clin d'œil des Sanofi, jeudi 25 octobre, au ministre Arnaud Montebourg© dr

boursiers, comme promis durant la campagne présidentielle par François Hollande.

Il s'agit là de leur deuxième manifestation de la semaine. Jeudi 25 octobre, déjà, un millier d'entre eux venus de toute la France, autant qu'à Paris le 3 octobre, ont défilé, à Lyon, l'un des principaux pôles du groupe, qui emploie 6 500 employés et héberge le siège mondial de Sanofi Pasteur, la division "vaccin". D'autres rassemblements, moins importants, se sont tenus en Gironde et en région parisienne notamment.

À chaque fois, les blouses blanches ont donné à entendre leur version de la Marseillaise : " la Sanofienne ". La chanson dit : " Allons chercheurs de Sanofi/ Contre nous il y a Zerouhni/ Son credo c'est restructurer/ Entendez-vous dans vos couloirs/ La voix des patrons mercenaires/ Ils ferment tous nos laboratoires/ Pour mieux remplir les poches des actionnaires. "

Pas rassurée par Arnaud Montebourg, le ministre du redressement productif, qui se félicitait le 10 octobre des conditions nouvelles du plan social - zéro licenciement mais un plan de départs volontaires limité à 914 postes d'ici à 2015, l'intersyndicale (CGT, CFDT, CFTC, CFE-CGC, FO, Sud) ne décolère pas et maintient ses chiffres. Selon elle et d'après les calculs du cabinet d'experts qu'elle a mandaté, le projet va impacter 2 500 emplois entre les suppressions, les départs volontaires et les transferts.

plan " totalement injustifié au regard des milliards de profits dégagés par le groupe ".

" Nous ne sommes pas PSA. Nos dirigeants n'ont même pas l'excuse d'avoir perdu de l'argent. Nous sacrifions la recherche pour sauver nos actionnaires qui estiment ne pas gagner assez alors qu'ils touchent déjà 30 % de dividendes ", martèle l'intersyndicale.

En dépit de la concurrence des médicaments génériques et de l'impact des pertes d'exclusivité sur les grands médicaments, comme le Plavix et l'Eloxatine aux États-Unis, le numéro un français de la pharmacie dégage de très bons résultats. Entre 2009 et 2011, le " leader mondial et diversifié de la santé au service des patients ", comme l'annonce son site internet, a dégagé 26 milliards de bénéfices tout en supprimant 4 000 postes dans l'Hexagone.

En août dernier, Hanspeter Speck, président des opérations globales du laboratoire français, a empoché un demi-million d'euros en levant des stock-options. La plus-value est intervenue quelques semaines après l'annonce du plan boursier, le 5 juillet, et a choqué les salariés.

" Nous sommes dans une dimension assez folle. Le directeur général France, Christopher Viehbacher, touche 19 000 euros par jour ; Elias Zerouhni, le président Monde, encore plus. Dans les deux ans, il est prévu que les actionnaires reçoivent 50% des bénéfices en dividendes, 20 % de plus qu'actuellement ! ", s'insurge une source syndicale qui aimerait " que la direction laisse travailler les chercheurs ". " C'est le cinquième plan en quatorze ans que nous subissons, déplore-t-elle. À chaque fois, ils génèrent une désorganisation et une instabilité pour le personnel.

3. «L'examen du plan»

Par Rachida El Azzouzi

Revue de détail de quelques-unes des grandes interrogations et incohérences que suscite cette réorganisation.

Toulouse dans le plan ou pas dans le plan ?

Le site de recherche de Toulouse (640 salariés), qui ne figure pas dans les 914 suppressions de poste, apparaît clairement menacé avec le transfert de certaines de ses activités, vers les régions lyonnaise et parisienne. D'autres " seraient maintenues jusqu'à ce que la vocation du site soit précisée ", selon le document qui laisse planer le doute sur le sort du site.

" Toulouse n'est pas dans le plan mais dans le même temps, certaines activités du site - l'unité stratégique thérapeutique maladies infectieuses et les fonctions supports (administration, finance, achats, etc.) - sont dans le plan. Toulouse n'est pas dans le plan mais plus de 150 personnes sont concernées par les mesures de volontariat, tout cela n'est pas très clair ", s'agace l'intersyndicale. Elle déplore que la direction renvoie à la mission ministérielle, convoquée par Montebourg, sans prendre aucun engagement.

1.3.3.2. L'impact sur les activités du site de Toulouse

Les activités Anti-Infectieux seront transférées dans la région lyonnaise, à l'exception des activités de chimie qui seront transférées au sein d'un cluster de Chimie Médicinale, créé sur le site de Vitry-Alfortville.

Les activités de l'Unité Thérapeutique anti-Infectieux seront redéfinies pour se focaliser sur des infections spécifiques et de nouvelles approches (par ex. la modulation des interactions hôtes/pathogènes) tout en bénéficiant de l'environnement scientifique interne (Sanofi-Pasteur, Merial) et externe (ex. Institut de Recherche Technologique « Bioaster ») plus adapté, offert par la région lyonnaise.

Certaines activités globales seront transférées sur d'autres sites (CSO et DSAR).

Les autres activités du site de recherche de Toulouse seront maintenues jusqu'à ce que la vocation du site soit précisée.

Afin d'approfondir l'ensemble des options, permettant de poursuivre des activités scientifiques et technologiques, un groupe de travail réunissant les représentants de Sanofi, du gouvernement et des acteurs publics locaux sera constitué avec pour mission de proposer des solutions pour le site.

© dr

L'avenir incertain de Montpellier

Le site de Montpellier regroupe l'unité Exploratoire et l'unité thérapeutique " Vieillesse ainsi que des plateformes scientifiques. Les syndicats craignent que Sanofi ne s'en désengage comme il le prévoit avec Toulouse. Selon le document, le numéro un français de la pharmacie prévoit d'arrêter les activités thérapeutiques "douleur chronique" et "désordre auditif" pour créer, " une unité dédiée à l'identification et à l'amélioration de la qualité de nouvelles cibles biologiques ainsi qu'au développement de nouvelles approches thérapeutiques localisées sur le site de Chilly-Mazarin au plus près des unités thérapeutiques regroupées en région parisienne ". Les syndicats avancent que 180 postes scientifiques disparaîtraient rien que sur ce site alors que la direction avait indiqué qu'il n'y aurait pas plus de 170 postes impactés dans ce domaine en France.

Non au volontariat

Les syndicats contestent cette notion. " La direction déguise les chiffres en présentant des mutations géographiques qui ne pourront pas être acceptées. Une personne qui risque de perdre son emploi se sentira obligée de tout quitter pour la région parisienne ", pointe l'intersyndicale. " On ne rapatrie pas d'un claquement de doigt des salariés, poursuit-elle. Qui sera volontaire pour partir à Lyon ou Paris quand son conjoint travaille à Airbus ou dans une grosse entreprise de la région depuis des décennies ? " Et de citer en exemple le plan de 2010 qui avait conduit au transfert de l'activité "anticancéreux" de Montpellier en région parisienne : " Sur une centaine de personnes, un salarié seulement s'était porté volontaire ! "

Les domaines thérapeutiques de Recherche de Montpellier sont la Douleur Chronique et les Désordres Auditifs.

Ces activités seront arrêtées sur le site de Montpellier pour les raisons suivantes :

- le recentrage sur les indications stratégiques
- les expertises « translationnelles » liées aux processus du système nerveux central, responsables de ces pathologies, sont principalement localisées en région parisienne.

Aussi,

- les activités de recherche en Désordres Auditifs seront arrêtées - seul le partenariat avec Audisan sera poursuivi depuis la région parisienne afin de saisir les opportunités potentielles
- les activités de Douleur chronique seront regroupées sur le site de Chilly-Mazarin afin de se recentrer sur les projets provenant de la collaboration avec Regeneron
- les activités du cluster « Désordres Sensoriels » seront focalisées sur les activités de développement localisées à Chilly-Mazarin, qui deviendrait l'unique implantation française de l'unité Vieillesse.

Les activités de l'unité exploratoire, dont les missions sont rappelées ci-dessous :

- La découverte de nouveaux médicaments basés sur de nouveaux concepts scientifiques
- Le développement de nouvelles cibles et de nouvelles solutions thérapeutiques,
- Le transfert de concepts nouveaux vers les portefeuilles de valorisation existants chez Sanofi et ses filiales
- La Recherche de nouvelles solutions thérapeutiques pour des besoins médicaux urgents, ne bénéficiant pas à ce jour de traitement disponible.

© dr

LA LUTTE SUR LA TOILE

Message de soutien:

contact.lessanofi@gmail.com

Suivi de la presse:

<http://www.scoop.it/t/les-sanofi>

Face book:

<https://facebook.com/LesSanofi>

Union
syndicale
Solidaires

52 rue Jacques Babinet 31100 Toulouse

4. «Nous n'utilisons pas le même dictionnaire que la direction».

Par Rachida El Azzouzi

La nouvelle organisation doit :

- Mobiliser les fonctions et les unités au service des projets prioritaires
- Réduire la dispersion géographique actuelle des unités thérapeutiques
- Favoriser la **co-localisation** des équipes d'une même unité et des plateformes scientifiques pour maintenir les tailles et compétences critiques, mais aussi pour maximiser les échanges et ainsi obtenir une meilleure efficacité opérationnelle et fonctionnelle,
- Faciliter les processus de décision et d'allocation de ressources aux projets les plus prometteurs, en accord avec les arbitrages des comités de la R&D Globale, tels que les Groupes de Travail Recherche (RWG), Développement (DWG) ainsi que le Comité de Pilotage Global (GSTC),

1.2.2. La mise en œuvre de la stratégie de la R&D Pharma de Sanofi en France

La stratégie de la R&D Pharma de Sanofi en France s'inscrit pleinement dans la stratégie de la R&D Globale de Sanofi. A l'instar de ses homologues américaine et allemande, elle repose donc sur la mise en place d'un pôle d'innovation («Hub») sur le territoire national.

© dr

Co-localisation ?

Trop de sites, trop d'équipes dispersées. C'est l'un des arguments du groupe pour justifier le recentrage d'activités en région lyonnaise ou parisienne. Elle compte multiplier ce qu'elle appelle les co-localisations. Le terme est abondamment repris dans le document. " Incohérent ", répliquent les organisations syndicales.

" Toutes les équipes travaillant sur les anti-infectieux sont à Toulouse avec des équipements modernes et on leur demande de rejoindre les chimistes de Paris ou les biologistes de Paris. C'est donc cela la co-localisation, quitter Toulouse pour être séparés entre Lyon et Vitry ? " s'interroge une source syndicale. " Nous n'utilisons décidément pas le même dictionnaire que la direction", abonde un autre élu du personnel.

La recherche anti-cancéreuse sacrifiée?

Autre terme brandi par la direction, sur lequel les syndicats achoppent : renforcement. Le site de Vitry-Alfortville, en banlieue parisienne, fort d'un savoir-faire dans la recherche anti-cancéreuse, attend toujours ledit renforcement. Avant l'annonce du plan de réorganisation, l'effectif était de 219. Il est identique après le plan selon les tableaux du document alors que Sanofi prévoit de faire du site **un centre d'excellence en oncologie en se concentrant sur le cancer de l'ovaire, celui de la prostate et le cancer gastrique**. " Nous avons des compétences sur le cancer du sein, sur celui du poumon, il est surprenant de ne pas voir ces axes figurer comme prioritaires. Il serait "moral" aussi que Sanofi consacre de l'argent à la recherche contre le cancer de l'amiante, le mésothélium, vu ses condamnations nombreuses notamment à Vitry pour avoir exposé des salariés à l'amiante ", constate, consterné, un chercheur de Vitry.

Perte de repères

" Nous ne sommes plus un groupe pharmaceutique au sens éthique et noble du terme. " **Syndicats et salariés ne se retrouvent plus dans la stratégie de Sanofi**. " Ils veulent trouver la poule aux œufs d'or, un médicament qui rapporte de l'argent et miser sur les produits bien-être à base de Coca-Cola, leur nouveau credo. Ce qui les intéresse, c'est plus de rémunération à court terme, ce qui rapporte comme la santé animale, des produits pour chien et chat car il n'y a pas de discussion sur les prix. Les vaccins, ils ne les sacrifient pas encore car c'est un moyen de pression sur les gouvernements ", analyse un élu syndical.

Mi-octobre, Sanofi a discrètement créé une entreprise avec l'empereur américain du soda. Fruit de ce mariage : " Beautific Oenobiol ", une boisson " bien-être " qui mêle les bénéfices du complément alimentaire au plaisir de l'hydratation. Testée depuis août dans 200 pharmacies, elle sera lancée en 2013 quand des pans entiers de la recherche interne du médicament seront sur la sellette...

Par ailleurs, afin de bénéficier de la co-localisation et de la synergie d'expertise, la chimie médicinale de la Division Oncologie serait intégrée à Vitry-Alfortville dans un Cluster Chimie, rassemblant :

- les chimistes de l'Unité Oncologie,
- les chimistes de LG Chimie de Vitry-Alfortville (LGCR), et
- les chimistes de l'actuelle TSU Maladies Infectieuses transférés du site de Toulouse vers le site de Vitry-Alfortville.

L'équipe de Chimistes de l'Unité Oncologie conserverait un rattachement hiérarchique direct à la Division Oncologie. Les missions et l'organisation du cluster de chimie médicinale sont précisées dans la section relative à la plateforme LGCR (Lead Generation to Candidate Realization).

1.4.1.3. Evolution envisagée du nombre de postes et de leur localisation – Horizon 2015

Unité : DIVISION ONCOLOGIE

SITE	Catégorie prothésiste	Base au 30/06/2012	Mouvements sur site Inter Unités		Transferts Géographiques				Effectif envisagé
			Entrants	Sortants	Depuis même unité	Depuis autre unité	Vers même unité	Vers autre unité	
Vitry-Alfortville	Cadre	118	0	0	0	0	0	0	118
	Non Cadre	101	0	0	0	0	0	0	101
	Total	219	0	0	0	0	0	0	219
France	Cadre	118	0	0	0	0	0	0	118
	Non Cadre	101	0	0	0	0	0	0	101
	TOTAL	219	0	0	0	0	0	0	219

© dr

13 Novembre à UTOPIA Tournefeuille

débat sur la lutte des \$ANOFI

autour du film " Capital " de Costa Gavras en avant première (préventes à partir du 7 /11).

Toulouse, le 5 novembre 2012